

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22024 - 81ÈME ANNÉE

## Le rassemblement s'élargit en vue du second tour décisif

### Municipales à Sainte-Suzanne : La liste conduite par Daniel Alamélou fusionne avec celle soutenue par la section PCR



Arrivée en tête au premier tour, la liste « Sainte-Suzanne, terre de progrès », soutenue par le PCR, confirme sa dynamique de rassemblement. Sa tête de liste, Frédéric Maillot, a annoncé hier la fusion avec la liste Daniel Alamélou et appelle à amplifier la mobilisation populaire dimanche.

Dimanche, les urnes ont placé en tête la liste « Sainte-Suzanne, terre de progrès », soutenue par la section locale du Parti communiste réunionnais et par Maurice Gironcel, secrétaire général du PCR et maire sortant. Un signal clair envoyé par les électeurs : celui d'une volonté de continuité au service de la population. Dès lundi, sa tête de liste, Frédéric Maillot, lançait un appel solennel au rassemblement pour créer les conditions de la victoire face aux deux

autres listes encore en lice.

### Construire une majorité

Mardi après-midi, lors d'une conférence de presse, le candidat est revenu sur sa stratégie pour le second tour et a présenté les forces qui s'unissent désormais autour de sa démarche. Arrivé en tête avec 24,77 % des suffrages, il a annoncé la conclusion d'un accord politique avec Daniel Alamélou, crédité de 14,36 % et classé en quatrième position au premier tour. Cet accord se traduit par une fusion des deux listes. Six candidats issus de la liste conduite par Daniel Alamélou intégreront celle de Frédéric Maillot pour

le second tour. Un choix placé sous le signe de la responsabilité et de l'intérêt général, afin d'éviter l'éparpillement des voix et de construire une majorité capable de répondre aux attentes des Sainte-Suzannois.

D'autres discussions ont également été engagées avec une autre liste. Si les conditions légales ne permettent pas une fusion — le seuil des 5 % des suffrages exprimés étant indispensable pour cela — un soutien politique reste possible. Dans cette élection, six listes n'ont pas atteint ce seuil, ce qui les prive à la fois de la possibilité de fusionner pour avoir des élus à la commune et à la CINOR, et du remboursement public des frais de campagne.

Dans ce contexte, la dynamique enclenchée autour de « Sainte-Suzanne, terre de progrès » apparaît

comme la seule capable de rassembler largement et de porter un projet cohérent pour la commune. Le second tour sera décisif. Plus que jamais, l'unité et la mobilisation populaire seront les clés pour ouvrir une nouvelle étape de développement et de justice sociale à Sainte-Suzanne.

*M.M.*



## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

## Madagascar : rationnement dans les stations-service d'Antananarivo et de Toamasina à cause d'un retard d'approvisionnement en carburant

**La guerre contre l'Iran révèle la dépendance dramatique de La Réunion aux énergies fossiles importées. Ruée sur le gaz, spéculation, pénuries : le sabotage du plan d'autonomie énergétique se paie aujourd'hui au prix fort. Pendant ce temps, Madagascar rationne et protège sa population pour éviter une ruée sur les carburants à cause d'un retard dans les approvisionnements. Il s'agit d'éviter ce qu'il s'est passé à La Réunion : laisser prospérer la loi du plus rapide et du plus fort de ceux qui peuvent acheter plusieurs bouteilles de gaz pendant que d'autres repartent les mains vides. Madagascar montre l'exemple à suivre : organiser une distribution équitable.**

La guerre lancée contre l'Iran agit comme un révélateur brutal : à La Réunion, notre dépendance aux énergies fossiles importées n'est pas une fatalité, c'est le résultat de choix politiques. Depuis 2010, le plan d'autonomie énergétique pour 2025 a été méthodiquement saboté. Résultat : au moindre choc international, la panique s'installe.

### A La Réunion : la loi du plus riche ou du plus rapide

Ces derniers jours, des Réunionnais se sont massivement rués sur les bouteilles de gaz. À 18 euros la bouteille — prix rendu « supportable » grâce à une subvention de la Région Réunion — chacun tente de sécuriser ce produit indispensable à la cuisson. Derrière cette ruée, une angoisse légitime : celle de manquer d'un bien de première nécessité.

Mais cette situation n'a rien d'une surprise. En continuant à dépendre d'un gaz importé, soumis aux tensions géopolitiques et à la spéculation internationale, notre île reste à la merci des marchés. La hausse des prix causée par les spéculateurs pose une question simple : l'argent public va-t-il continuer à soutenir indirectement les compagnies pétrolières pendant que les familles trinquent ?

Un rationnement préventif aurait permis d'éviter la pénurie. Plutôt que de laisser prospérer la loi du plus rapide et du plus fort — ceux qui peuvent acheter plusieurs bouteilles pendant que d'autres repartent les mains vides — les autorités auraient pu organiser une distribution équitable. Car quand le marché dérégulé crée la rareté, c'est toujours le peuple qui paie.

### A Madagascar : organiser une distribution équitable

Pendant ce temps, Madagascar montre qu'une autre voie est possible. Face aux perturbations de l'approvisionnement en Supercarburant 95, les autorités malgaches ont choisi d'anticiper. Le 17 mars 2026, l'Office malgache des

hydrocarbures (OMH) a annoncé un rationnement dans les stations-service d'Antananarivo et de Toamasina.

Cette décision intervient alors que le navire *Avantage Passion*, transportant la cargaison mensuelle de carburants depuis Sohar (Oman), accuse plusieurs jours de retard avant son arrivée au port de Toamasina. Plutôt que d'attendre la rupture, les autorités ont pris leurs responsabilités.

Rationnement ciblé, transfert stratégique de carburant depuis Mahajanga vers les zones les plus touchées, ouverture exceptionnelle des stocks au dépôt d'Alarobia : tout est mis en œuvre pour limiter l'impact sur les usagers et éviter la paralysie totale. Les autorités appellent au calme et mettent en garde contre le stockage excessif, qui aggrave mécaniquement la pénurie.

Un retour progressif à la normale est envisagé à partir du 20 mars, une fois les opérations de déchargement achevées. D'ici là, la régulation prévaut sur le laisser-faire.

La comparaison est éclairante. D'un côté, une île qui subit et improvise dans l'urgence, faute d'avoir poursuivi son ambition d'autonomie énergétique. De l'autre, un État qui assume la régulation pour protéger l'intérêt général.

### L'autonomie énergétique à La Réunion : condition de la justice sociale

La crise actuelle doit servir d'électrochoc. L'autonomie énergétique n'est pas un slogan : c'est une condition de la souveraineté populaire et de la justice sociale. Investir massivement dans le solaire, la biomasse, la géothermie, développer des solutions locales de cuisson et réduire la dépendance aux importations ne relève pas de l'utopie, mais de la responsabilité.

Chaque euro englouti dans la subvention d'un gaz importé est un euro qui ne finance pas la transition et enrichit des sociétés étrangères. Chaque renoncement politique se traduit aujourd'hui par une file d'attente devant un point de vente.

La Réunion mérite mieux que la peur de manquer. Elle mérite une politique énergétique cohérente, planifiée et tournée vers l'intérêt collectif. La crise actuelle le prouve : sans maîtrise publique et sans cap clair vers l'autonomie, nous resterons dépendants des guerres des autres et des profits de quelques-uns.

**M.M.**

# Oté

## Kossa i fo fé dann in ka konm sète nou lé d'dan

Mézami dann télé, dann radio i antann tou lé zour é in bonpé d'foi par zour demoune apré s'plingn pou bonpé zafè. Sak lé pli malin i romète la fote dsi lo moune li mèm...San di pèrsone ni viv dann in sossyété lé pa fé pou nou dann in mond néo-kolonizé avèk in komandèr lé lwin laba dann in kontinan i apèl l'érop é dann in péi i apèl La franss é san rode l'èr avèk nou..

Toultan ké bann difikilté i konssèrn arienk nout vi kotidyène, ni pé alèz ranvoye la responsabilité dsir lé z'inn é dsir lé zot.Rant kréol mèm ni ézite pa amontre lo doi nout bann konpatriyot épi zot manyèr viv, konm zot manyèr konsomé, voyazé, boir d'lo. A ! dsi la késtyonn lo néna pou dir parébzant dsi la kantité ni konsome.. Lé pli préférab dir sa ké ral zorèye bann pouvoir piblik pou la fasson i amenn dolo nout kaz an ranvèrssan la moityé dann shomin.

Mé toudinkou kan i ariv in gran lévènman nou lé pou arien ladan, wala ké nou lé bien dézanparé.Par égzanp kan la guèr i pète épi ké nout kotidien lé riskab pi ète assuré.Kan san rézon, dsi la baz in mansonzri zétazini i mète a kass-briz in péi konm l'Irak pou konète oussa li kashète son larsénal nikléèr.Kaziman alé rode la tête la mori pars lo péi na pwin sak i di li néna.

Apré i atak l'Iran épi l'Iran i oi pa lé shoz konm bann zagréssèr é i ariv sak i ariv koméla : bato pétrol i pass pi dann détroi d'Ormuz é nou lé in bonpé pou ète dépendan d'in n'afèr nou la zamé vouli d'ev ni d'Adam...So kou issi ni di nou la zamé vouli in sossyété konmsa, in mond konmsa, in manyèr viv konmsa é ni ral grav siouplé grav mèm !

Alor ni pé kréтик nout bann konpatriyot konm ni vé- kréol i pé kréтик kréol- mé kan ou la pwin mèm in myète de pouvoir, in pti gine lo kontrol dsi ou mèm kan wi pé pa viv an pèp adilt boudikont ébin kossa i rèss pou fé sirtou si konm i di néna kalité danzé i plane dsi nout tête é nou lé totalman san défanss...Mi poz la késtyon, mi poz pa lo répons.

A bon antandèr salu !

*Justin*